

aussi pris note que les pays en développement avaient besoin d'aide financière et technologique pour intervenir de manière efficace sur le plan de l'environnement.

Au Sommet de Houston en 1990, les leaders ont insisté pour que les négociations sur les changements climatiques et l'exploitation des forêts soient menées à terme et qu'une stratégie de lutte contre la pollution marine d'origine terrestre soit élaborée. Ils ont souligné la nécessité de conserver et de protéger les ressources biologiques marines et de préserver la diversité biologique. Le Sommet a aussi souscrit aux travaux qu'effectuait l'Organisation de coopération et de développement économiques sur l'interrelation entre l'environnement et l'économie, les approches axées sur le marché et l'établissement d'indicateurs environnementaux.

Au Sommet de Londres, en 1991, il a été question du rôle des économies de marché et des gouvernements démocratiques dans la mobilisation des ressources nécessaires et la responsabilisation des intervenants. Les participants ont accordé une attention particulière à la protection des ressources biologiques marines.

À Munich en 1992, les leaders du G-7 ont exhorté les autres pays à appuyer la création de la Commission des Nations unies sur le développement durable, l'organisme qui a reçu pour mandat d'appliquer le programme Action 21. Au Sommet de Tokyo, en 1993, le communiqué final réclamait l'adoption d'un arrangement international sur les forêts. En 1994, le Sommet de Naples a confirmé la nécessité d'une plus grande coopération internationale dans les domaines de la technologie, de l'efficacité énergétique et de la dépollution. De plus, il a vivement engagé les banques multilatérales de développement à se montrer plus sensibles aux impératifs de l'écologie et à faire participer davantage les populations locales à leurs programmes. Cette préoccupation reflète la dimension sociale du développement durable.

Au printemps de 1995, le Canada a accueilli une réunion des ministres de l'Environnement du G-7. Les discussions ont porté sur la façon dont les institutions internationales pourraient améliorer la promotion des questions environnementales et sur les moyens que pourraient prendre les gouvernements pour « verdir » leurs activités et leur processus de décision. Les ministres se sont également penchés sur les progrès accomplis au chapitre des changements climatiques, de la conservation de la diversité biologique et de la gestion des produits chimiques toxiques. Les leaders du G-7 ont discuté des résultats de cette réunion au Sommet de Halifax.

Initiatives prises à Halifax

Le communiqué final de Halifax a souligné l'apport du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'autres institutions fondées par suite de la Conférence de Bretton Woods, tenue en 1944, aux initiatives de développement durable ainsi que la nécessité, pour les institutions compétentes,